

INTERVIEW D'EMMANUEL MACRON

Clôture

Orateur : Emmanuel MACRON, Président de la République Française

Interrogé par **Guy VALLANCIEN**, Président de CHAM | France

Vers un « One Health » renvoyant à une approche unifiée en matière de santé animale, humaine et environnementale

La crise Covid a amené à reconsidérer autant que redécouvrir notre vulnérabilité dans le domaine du vivant. Les dérèglements climatiques, leur cause et la nécessité d'une transition accélérée ont contribué à la prise de conscience de notre vulnérabilité. Tout un pan de la pandémie reste méconnu (origine du virus, transmission) témoignant ainsi de nos lacunes dans la maîtrise du lien intime qui lie santé animale, humaine et l'environnement. Nous savons toutefois que le dérèglement des écosystèmes a facilité la propagation du virus et que l'organisation actuelle de la vie humaine lui a permis de muter. Par voie de conséquence, il devient envisageable de retrouver le lien étroit permettant de rapprocher les conséquences du dérèglement climatique, la fragilisation de la biodiversité, la perturbation des écosystèmes, la santé animale et la santé humaine.

Agir sur ces sujets revient à assumer le fait que les civilisations occidentales reposent sur une organisation de la vie humaine qui a deux grands fondamentaux : la croyance dans la primauté de l'Homme et celle dans la science. Or, l'interdépendance de ces sujets avec le reste du vivant ont jusqu'à présent été sous-estimés. Le changement de nos pratiques requiert une modification de nos modes d'organisation et une reconsidération de l'humanité dans son intégralité.

Il faut entrer dans une dynamique de croissance, tout en aidant les plus démunis à mettre en place des solutions adaptées à leurs besoins

Face aux transformations du monde, il convient de rappeler quelques principes fondamentaux.

Le premier est de savoir si la nature devient plus importante que l'Homme ? Ce n'est pas le cas, mais l'Homme ne peut réussir, survivre dans certains milieux et vivre heureux que s'il intègre la question de la nature dans sa réflexion profonde, dans ses comportements et dans ses choix.

Le second principe réside dans le fait que la réponse ne se fait pas en usant de l'obscurantisme et de la décroissance. Pour traiter ce sujet holistique il faut accélérer les investissements en innovation, pour changer nos pratiques afin d'accompagner ceux qui sont le plus loin de ces transformations. L'humanité doit se réorganiser : c'est un moment de progrès profond, à la fois scientifique, technologique mais aussi sociétal et organisationnel que nous devons assumer et qui va structurer une croissance différente. Cependant, les transitions requièrent des modifications de comportement parfois génératrices d'inégalités par manque de moyens. Dans nos sociétés, ces transitions climatiques, sanitaires et animales impliquent beaucoup d'inégalités. C'est le cas notamment de l'Afrique qui implique un accompagnement certain au moyen d'une capitalisation sur les modèles d'avenir qui intègrent la transition environnementale. Dès lors le développement des économies en Afrique pourra bénéficier des avancées en matière de production énergétique (énergie solaire, éoliennes, électrolyse...). L'Afrique pourra aussi miser sur l'agroforesterie qui contribue à la reconstruction de la biodiversité tout en créant de nouvelles opportunités économiques à l'instar du projet de Grande Muraille Verte. On observe que dans les zones où la biodiversité est compromise, la pauvreté et le terrorisme tendent à se développer.

Un des leviers consiste à renforcer les investissements massifs en Afrique en faveur de l'éducation, la santé, et les opportunités économiques.

Il faut développer un système d'alarme précoce et investir dans la prévention pour mieux répondre aux prochaines crises sanitaires

Le développement d'un système assurant des alertes précoces implique une transformation de l'OMS en faveur d'une plus grande réactivité, une transparence et un affranchissement des pressions géopolitiques afin de gérer au mieux les crises sanitaires. Actuellement, des tensions géopolitiques croissantes compromettent la coopération nécessaire à la gestion des crises et l'OMS se retrouve entravée dans ses actions. Le rôle de l'Europe pourrait être pensé de sorte à en faire un médiateur et facilitateur de la coopération des pays au profit d'une meilleure gestion des crises sanitaires et de la transition écologique. On ne peut toutefois pas faire l'économie d'une restructuration de nos coopérations en matière de biodiversité, climat et santé. Ce mouvement doit être envisagé par l'approche One Health en tant qu'elle semble capable de révolutionner nos approches mais aussi nos moyens de nous coordonner à l'échelle mondiale pour prévenir ces crises.

Il faut investir massivement et rapidement pour accélérer la transition écologique

La transition écologique nécessite une accélération du mouvement initié. Malheureusement, nous pâtissons d'une situation dans laquelle ceux qui polluent le plus ne sont pas forcément ceux qui en subissent les conséquences. Il existe une double injustice sociale et environnementale. On observe que ce sont généralement les plus vulnérables et ceux qui produisent le moins qui subissent davantage les conséquences du dérèglement climatique. Il existe plusieurs stratégies pour resynchroniser cette injustice : les interdictions ou les incitations. À titre d'exemple, ces dernières années nos sociétés développées ont augmenté le prix du carbone, interdit certains types de véhicules ou instauré des limitations de vitesse, etc.

Le premier défi de cette transition écologique est qu'elle ne peut laisser des populations sans solution, notamment celles qui adhèrent à notre engagement mais à qui on demande des efforts individuels trop importants. Le deuxième enjeu est l'importance de lutter contre le défaitisme. Le discours scientifique est alarmant mais ne doit pas laisser de côté la nécessité de proposer des solutions positives à nos citoyens pour les engager dans le changement.

Face à ces enjeux, il convient d'investir massivement et rapidement pour favoriser l'innovation et proposant des solutions en matière de réduction de la consommation et des émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit aussi de soutenir, notamment financièrement, les ménages modestes et entreprises fragiles dans le changement de structures et comportements au travers de dispositifs tels que MaPrimeRénov'.

Une telle démarche se retrouve au cœur du plan d'investissement France 2030 qui vise à donner une réponse aux défis climatique, sanitaire et de biodiversité. Désormais, il s'agit d'investir, de prévenir et de diagnostiquer précocement afin que les dépenses, conséquences et risques liés aux défis précités soient réduits.

L'agro-alimentaire, l'environnement et le sport doivent être intégrés à la quête d'une meilleure santé

L'approche de la santé gagnerait à inclure tout ce qui y concourt et permet d'améliorer la prévention : le sport, l'alimentation et l'environnement. Il s'agit aussi de décroiser ces secteurs et faire coopérer leurs acteurs. Un ministère commun à l'agro-alimentaire, l'environnement et le sport ne suffirait pas pleinement à faire collaborer les différents acteurs. L'expérience de la Covid-19 a permis de mettre en évidence l'importance de certains gestes simples à intégrer dans notre quotidien. Nous pouvons capitaliser sur cette expérience pour réussir à réduire et prévenir certains de nos problèmes de santé

publique au moyen de certains gestes simples. Ainsi se laver les mains régulièrement contribue à limiter le risque de grippe et de gastro-entérite génératrices d'importants décès et dépenses de santé en hiver. Un autre élément de prévention important à adopter concerne la vaccination, notamment contre la grippe. Enfin, l'alimentation est aussi cruciale en matière de prévention.

La coopération et le décloisonnement entre les acteurs de santé sont essentiels

Les investissements issus du Ségur ne suffiront pas à traiter la fatigue générale de la société et l'épuisement des soignants. La coopération constitue un levier indispensable. En effet, à la fin du premier confinement, les soignants étaient épuisés mais fiers d'avoir retrouvé du sens à leur métier tout en bénéficiant d'une coopération avec les administratifs et plus largement avec l'ensemble des acteurs médicaux, incluant la recherche. L'enjeu réside dans le fait de stabiliser ces coopérations et décloisonnements de manière pérenne. Cela est d'autant plus envisageable que l'on sait aujourd'hui le souhait exprimé par de nombreux soignants pour ne plus travailler en silo mais de partager des objectifs en matière de santé, décloisonner, débureaucratiser et innover localement.

Aussi, la question se pose quant à la manière de parvenir à faire coopérer la ville et l'hôpital. La télémédecine, la répartition de la démographie médicale et des structures de soins permettent de repenser l'organisation de l'offre de santé sur un territoire. La force du modèle français réside dans la coopération étroite entre la recherche et la clinique. Il faut absolument préserver et étendre cette coopération en y associant la médecine de ville.

En moyenne, 20 % des actes réalisés sont non pertinents, cela représente 40 milliards d'euros de dépenses de consommation de biens de santé en France

Il convient de cesser de recourir à des objectifs purement quantitatifs en matière de santé en tant que ceux-ci qui n'intègrent que très peu les composantes réelles de la santé ainsi que sa qualité. Les technologies contemporaines, l'intelligence artificielle et la gestion des données peuvent permettre d'améliorer l'évaluation de la qualité des soins, spécialité par spécialité. Cette évaluation doit être soutenue par les professionnels de santé qui sont les seuls aptes à juger de la bonne qualité des soins. Il convient par ailleurs de développer la culture de l'évaluation entre pairs en s'appuyant sur une réelle coopération entre ces derniers. Cette évaluation a pour but, non simplement de faire des économies, mais surtout d'optimiser le travail de chacun. Aussi, les actes dits inutiles représentent à la fois un problème de surcoût mais également des risques pour le patient : retardement du diagnostic, exposition au risque infectieux... Il faut donc remettre le patient au cœur de la réflexion et mieux prévenir pour diminuer les actes curatifs non nécessaires.

Les investissements en santé doivent se faire à l'échelle européenne

Les décisions en matière de politiques de santé relèvent en grande partie de la souveraineté nationale qui recourt à des investissements massifs. Cependant, il est important que l'Union Européenne investisse aussi, à travers le plan 2022-2027 et la création de la Health Emergency Response Authority (HERA), afin qu'elle devienne une puissance sanitaire et d'innovation. Cela permettra de faire face aux États-Unis et à la Chine et de protéger la souveraineté européenne en matière d'innovation et de recherche.